

Contre l'État thérapeute qui veut faire notre bonheur...



Ribouldingue devant l'Assemblée nationale succursale de *La République En Marche*, le p'tit Cron – celui qui est persuadé d'être le plus intelligent – pérorant sur tout et n'importe quoi à longueur de journée et d'antenne, des ministres en représentation sur tous les étals politiques du pays : l'État veille, l'État est à notre chevet.

Il est notre thérapeute.

Depuis qu'il n'a plus à s'occuper de protéger nos frontières contre les invasions migratoires, de battre monnaie pour garantir notre indépendance, de rendre une justice impartiale, son seul et plantureux objectif est notre santé.

En ce qui concerne le versant physique de celle-ci, nous mangeons cinq fruits et légumes de plus en plus bio chaque jour (même si pour cela nous devons faire les poubelles des supermarchés), envoyons nos moteurs diesel et essence à la casse pour les remplacer par des vélos et des trottinettes électriques, buvons avec modération – sauf Castaner et ses *shots* de vodka –, mettons des protections autour de nos piscines, roulons à 0 km/h dans les embouteillages parisiens, portons des casques et des préservatifs saveur fraise, injectons des vaccins en quantité industrielle à nos gamins. Et filons facilement constiper les urgences.

Mais c'est surtout notre santé mentale qui inquiète l'État.

Toutes ces phobies qui traînent – le mot a remplacé judicieusement et médicalement celui de haines – et qui nous prennent la tête : islamophobie, homophobie, grossophobie, glottophobie, transphobie...

L'État a prévu des cages aux phobes. Il nous y enferme pour notre bien sur décision des bons docteurs de la faculté déguisés en juges.

Cela ne suffit pas.

L'État sait que beaucoup d'autres maladies nous guettent.

Il doit soigner les malheureux atteints par le négationnisme climatique, ces pauvres bougres qui doutent du réchauffement anthropique de la planète et pestent contre les verrues éoliennes.

Sa mission est aussi de secourir les incrédules qui blasphèment, ces cerveaux embrumés qui ricanent quand l'État leur susurre de ne pas choquer les croyants, de respecter leur foi, que l'islam est une religion de paix, d'amour et de tolérance.

Il y a tellement de gens qui pensent mal, qui analysent mal.

Bien sûr, il y a les stages de rééducation pour les conducteurs fautifs, pour les dépravés qui rigolent d'une pute venue du Brésil pour se faire sauter par un « Jean Naimarre » footeux, des commissions de santé pour ceux qui n'ont pas encore totalement acquis que l'avenir humain est dans la jaquette et les amours saphiques.

Mais l'État thérapeute désire davantage.

Au nom de notre liberté physique et mentale, il sait que nous risquons des allergies, voire l'infarctus et le cancer si nous nous ancrons dans la critique des musulmans, ces êtres si fragiles qui exigent tellement d'excuses, de repentance, de droits ; si nous dénonçons l'immigration et ses parfaits petits bonshommes qui repeuplent nos villes et nos campagnes ; si nous faisons la moue devant les mariages homosexuels et leurs enfants PMA et GPA ; si nous sommes dubitatifs devant

les rapports du GIEC ; si nous préférons la Russie de Poutine à l'Europe de Bruxelles et l'Amérique de Trump à la France en marche arrière ; si nous applaudissons le Brexit ; si nous nous revendiquons souverainistes ; si nous ne faisons plus confiance aux médias ; si nous rejetons le vivre-ensemble ; si nous sommes persuadés que le niveau scolaire a atteint des fonds abyssaux ; si nous prenons notre retraite avant d'être mort...

L'État veut notre bonheur.

Et nous ne trouverons pas celui-ci en étant fourbes, sournois, hypocrites envers ce Président et ce Premier ministre qui travaillent 25 heures sur 24 pour que nous ayons un avenir radieux. « *Ce qui est le mieux pour notre pays, c'est que le Président réussisse* », n'est-ce pas ?

Nous ne connaissons le paradis français qu'en acceptant d'être uniquement des consommateurs sous surveillance numérique, qu'en renonçant à bavarder de choses qui nous dépassent, qu'en nous écartant des revendications syndicales, des protestations en jaune, de la politique qui nous dépasse.

Que l'État thérapeute aille se faire foutre.

Marcus Graven